

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 13 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 4 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL LABASTIDE d'ANJOU

15 rue Pagès
92158 Suresnes

Références : UID11/66-C3-2023-334
Code AIOT : 0006600156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement de la société TERREAL, implanté 2, Rue de l'Eglise Le Ségala à Labastide-d'Anjou (11320). L'inspection a été annoncée le 18/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL LABASTIDE d'ANJOU
- 2, Rue de l'Eglise Le Ségala 11320 Labastide-d'Anjou
- Code AIOT : 0006600156
- Régime : Autorisation

Cette usine de la société TERREAL fabrique des tuiles pour le bâtiment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point situation administrative et évolution des activités,
- Suites données à la visite de 2021,
- Sobriété énergétique,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté n° 2008-11-3342 autorisant l'activité du site, complété en 2014, avec un focus sur les rejets atmosphériques et la conformité des rapports de contrôle des émissions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.7.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 2.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.3	/	Sans objet
8	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.3.2	/	Sans objet
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.2.2	/	Sans objet
11	Prévention des risques technologiques ATEX	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.3.1	/	Sans objet
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.6.2	/	Sans objet
13	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.6.3	/	Sans objet
14	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.6.5	/	Sans objet
15	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.7.2	/	Sans objet
16	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
17	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
18	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant suit ses installations et respecte une partie des dispositions contrôlées.

Toutefois, des écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant les

rejets atmosphériques, pour lesquels, l'inspection a proposé de mettre en demeure l'exploitant.

Concernant la sobriété énergétique, les points à retenir sont :

- le site est en cours de certification ISO 50001,
- des audits de la certification sont réalisés en interne et par un organisme extérieur afin d'établir un plan de points d'amélioration,
- l'exploitant a mis en place une feuille de route concernant la diminution des émissions CO₂ de l'établissement,
- des indicateurs d'efficacité énergétique sont en place pour le gaz et l'électricité qui sont suivis par la direction,
- un plan de sensibilisation du personnel est en place,
- des compétences spécifiques sont acquises en interne du site mais aussi par les fonctions support du groupe TERREAL,
- un programme de maintenance et de surveillance des installations est en place avec priorisation des actions et vérification de leur réalisation,
- les échangeurs de chaleur des fours sont régulièrement remplacés,
- les fonctions supports du groupe TERREAL réalisent une veille technologique concernant la sobriété énergétique,
- en cas de remplacement d'une installation ou d'un équipement, les dernières technologies sont utilisées,
- l'exploitant est en cours de passage aux LED pour l'éclairage et déploie, quand c'est possible, du photovoltaïque.

Il est à noter qu'un projet de pompe à chaleur est en cours d'étude, et devrait être déployé en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.71
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de l'inspection de 2021, il avait été rappelé à l'exploitant que : « En vue de modifier/compléter les prescriptions et dispositions de l'arrêté de 2008, l'inspecteur a informé l'exploitant de la nécessité de faire une mise à jour du dossier, dont l'instruction a conduit à l'arrêté n° 2008-11-3342 du 28 avril 2008 modifié, incluant, le cas échéant, toute demande argumentée de révision de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les justificatifs de l'élaboration de cette mise à jour devront être fournis dans un délai de 3 mois. Ce porter à connaissance devra être transmis à l'inspection pour instruction. » L'exploitant a transmis un courrier, en date du 9 mars 2022, portant à la connaissance de l'administration plusieurs évolutions de son site.

Une des évolutions est la mise à l'arrêt des 2 transformateurs contenant des PCB en 2008 et 2011. L'exploitant a fourni l'ensemble des justificatifs de leur bonne élimination, notamment les bordereaux de suivi de déchets des PCB.

Concernant les autres évolutions (rejets atmosphériques, déplacement du silo à chaux...), l'exploitant doit réaliser un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article 1.7.1 de l'arrêté n° 2008-11-3342 complété et de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement en transmettant un dossier comportant l'ensemble des éléments d'appréciation et explicitant les impacts des modifications prévues sur les différents items du dossier de demande d'autorisation, notamment, l'étude d'impact (rejet air, rejet eau pluviales et usées, les déchets...) et l'étude des dangers (les modifications peuvent modifier les dangers existants ou en engendrer des nouveaux...).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 2.3.1

Thème(s) : Autre, Propreté

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Constats : Lors de la dernière inspection de 2021, plusieurs zones du site n'étaient pas propres ni entretenues (présence de déchets de briques ou de végétaux).

Lors de l'inspection, il a pu être constaté que ces zones étaient désormais propres et entretenues.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droit pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Constats : Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2022 mettent en évidence la non-conformité des points de prélèvement pour les différents exutoires.

L'exploitant a informé l'inspection de sa volonté de mettre en conformité les points de mesures.

Par ailleurs, le rapport n° 12620793-001 ne mentionne aucune information concernant les conditions de fonctionnement lors des mesures ni concernant la description et la capacité

nominale de l'installation contrôlée. Il a été rappelé à l'exploitant que ces informations sont importantes pour apprécier la bonne représentativité des mesures.

De plus, les deux rapports ne font pas référence au bon arrêté d'autorisation ni ne justifient, pour chaque exutoire, le nombre d'essais et leur durée.

Au regard de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant de faire compléter les rapports de contrôle.

L'exploitant devra transmettre les justificatifs de la mise en conformité des points de mesures ainsi que les rapports de contrôle complétés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Voir arrêté

Constats : Les rapports de 2022 ne mentionnent pas les valeurs limite de vitesse d'éjection ni de débits et ainsi ne statuent pas sur leur respect. Les rapports doivent être complétés.

Par ailleurs, le rapport n° 1260793-001 met en évidence le non-respect des valeurs limites de débit de rejet et/ou de vitesse d'éjection pour les exutoires Four S3, Séchoir S3 1, Four S4, Séchoir S4 et Séchoir S5.

L'exploitant doit transmettre les justificatifs de mise en conformité des conditions de rejet (vitesse d'éjection et débit de rejet) de ces exutoires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Voir arrêté

Constats : Les rapports de 2022 mettent en évidence le dépassement de la valeur limite de concentration pour le paramètre Fluor de l'exutoire Séchoir S5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir arrêté
Constats : Les rapports de 2022 mettent en évidence le dépassement de la valeur limite de flux pour le paramètre Fluor de l'exutoire Séchoir S5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Curage et entretien des réseaux de collecte des eaux pluviales
Constats : Les réseaux de collecte des eaux pluviales, identifiés comme non-entretenus lors de la visite de 2021, ont été curés. L'inspection a rappelé à l'exploitant la nécessité d'entretenir régulièrement les réseaux d'eaux pluviales pour assurer leur collecte afin de les envoyer vers l'installation de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de pluie des toitures et de ruissellement des voiries, parking et aires d'approvisionnement des matières premières et des aires de stockage sont collectées et dirigées vers le « contre-canal » longeant le canal du midi.
Constats : Les zones non étanchées ou détériorées, identifiées lors de la visite de 2021, ont été imperméabilisées ou ont fait l'objet d'une réfection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes a l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés.
Constats : Les zonages ATEX ont été matérialisées autour du stockage de bouteilles de gaz par un marquage au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise a la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle des installations électriques par un organisme extérieur de 2022. Ce rapport fait état de plusieurs non-conformités dont la majorité sont récurrentes. L'exploitant doit mettre en place un plan d'actions afin de lever l'ensemble des non-conformités et le transmettre au service de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 11 : Prévention des risques technologiques ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de zonage ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plan de zonage ATEX joint à l'étude ATEX
Constats : L'exploitant a fourni le plan de zonage ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les fûts, identifiés comme non-étiquetés lors de la visite de 2021, ont été contrôlés et étaient correctement étiquetés avec les informations <i>ad hoc</i> .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Retentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rétention stockage Adblue
Constats : Suite à la non-conformité relative à la rétention du stockage d'Adblue identifiée en 2021, l'exploitant a mis en place une rétention correctement dimensionnée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : L'exploitant a séparé les produits incompatibles afin qu'ils soient stockés sur des rétentions distinctes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : Les extincteurs contrôlés étaient facilement accessibles et avaient tous fait l'objet d'un contrôle de moins d'un an.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Constats : L'exploitant a fourni la liste de ses équipements sous pression (ESP) qui comportait l'ensemble des informations prévues par la législation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Compte rendu d'inspection périodique (IP)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; – pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. – Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. – Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le</p>

<p>résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats : Les 4 ESP, identifiés par l'exploitant, ont tous fait l'objet d'une inspection périodique le 10/08/2022.</p>
<p>Les comptes-rendus comportent l'ensemble des informations prévues par la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 18 : ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Attestation de requalification Périodique (RP)</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – L'organisme habilité (APAVE, BUREAU VERITAS, ASAP) émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>III. – Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne ... La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. ... L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. – Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; – dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats : Lors de la précédente inspection de 2021, l'attestation de requalification de l'ESP n° X2480 du 13 novembre 2018, fournie par l'exploitant, ne mentionnait pas les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation de l'inspection périodique (visite intérieure et extérieure), • la vérification et le réglage de l'accessoire de sécurité, • la réalisation de l'épreuve hydraulique (ou contrôle équivalent). <p>L'exploitant a transmis une nouvelle attestation fournie par son prestataire qui reprend bien l'ensemble des informations prévues par la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>